



Règles  
des jeux

Définitions  
utiles pour  
comprendre  
la santé  
mentale

Set de 4 Jeux de sensibilisation sur

# LES DROITS EN SANTÉ MENTALE

Et bien  
d'autres  
choses

Réalisé par



Avec le soutien de



Touching Minds, Raising Dignity | 2021

# SOMMAIRE

## Présentation de l'outil

Introduction	3
Objectifs	3
Publics & Utilisations	4

## Règles des 4 jeux

Time's Up des droits	5
Memory des droits	6
8 familles des droits	7
La Spirale des droits	8

## Fiches

Définitions pour comprendre les droits en santé mentale	11
Exemples de situation de stigmatisation & discrimination	15
Exemples de stéréotype	16

8 articles de la CRPD détaillés	18
---------------------------------	----

# DESCRIPTION DU CONTENU

Cet ensemble de jeu contient :

- 1 jeu de 32 cartes composé de 16 cartes dessins et 16 cartes explicatives
- 1 plateau de jeu
- 1 cocotte à plier en guise de dés (se référer au mode d'emploi sur la partie à découper)
- 1 fascicule comprenant une présentation globale du set de jeu, les règles des 4 jeux (8 familles des droits – Time's up des droits – Memory des droits – Spirale des droits), 3 fiches (une fiche avec des exemples de situation de stigmatisation et discrimination relatifs aux 8 droits ; une deuxième fiche avec des exemples de stéréotypes ou idées fausses sur la santé mentale en lien avec les 8 droits des jeux ; une troisième fiche avec des définitions et réponses pour mieux comprendre la santé mentale) et 8 articles de la Convention Relative aux Droits des Personnes handicapées (CRPD)
- 1 image de présentation à coller sur une chemise cartonnée qui regroupera les impressions de l'ensemble de ces outils/documents.



**L'ensemble de ces documents est disponible en version digitale, imprimable depuis n'importe quelle imprimante et à partir de n'importe quel ordinateur**

# 1) Présentation

## a) INTRODUCTION

A partir de l'expérience des 4 pays du programme ***Touching Minds Raising Dignity (TMRD)***, force est de constater que la participation sociale des usagers en santé mentale reste à améliorer dans l'ensemble des pays d'interventions (Madagascar, Liban, Sierra Leone et Togo). **Les personnes en détresse psychosociale ou vivant avec un trouble de la santé mentale sont souvent stigmatisées et perçues comme des malades** qu'il convient de guérir au travers de soins axés principalement sur le curatif: leurs droits sont peu respectés, peu connus par la société mais aussi par les usagers eux-mêmes qui, in fine, ne participent pas ou peu aux décisions qui les concernent. En réponse à cela est préconisé :

- Le **renforcement des capacités des professionnels de santé pour une meilleure prise en charge** ;
- Des **activités collectives qui anticipent ou complètent les soins curatifs**, comme les groupes de paroles ou les activités de sensibilisation dans les communautés, efficaces pour lutter contre la stigmatisation des usagers en santé mentale, en vue de leur réadaptation et réinsertion dans la société.
- Le **renforcement des capacités des usagers afin de rendre effective leur participation dans les projets qui les concernent** et, plus généralement, leur participation **dans la société**, en impulsant l'accompagnement individuel, leur mise en lien et la création de groupements d'usagers. Dans une perspective d'empowerment, le programme TMRD continue de former et d'accompagner la transition de bénéficiaires en acteurs capables de se soigner, s'organiser et plaider pour l'application de leurs droits : mais encore faut-il les connaître et c'est ce que cet outil entend pallier !

## B) OBJECTIFS

Cet outil de sensibilisation porte sur les **droits des usagers en santé mentale, issus de la Convention Relative aux Droits des Personnes handicapées (CRPD)**. Il a été décidé de travailler sur 8 droits majeurs – et non sur l'ensemble des droits de la CRPD – afin de favoriser au maximum leur apprentissage, leur compréhension et, à terme, leur application.

**Objectif général :**  
sensibiliser aux droits des usagers en santé mentale, issus de la CRPD.

**Objectifs spécifiques :**

1) Informer les personnes vivant avec un trouble de la santé mentale et/ou handicap psychosocial

de leurs droits dans une perspective d'empowerment et d'autonomisation ;

2) Lutter contre la stigmatisation et l'exclusion sociale des usagers des services de santé mentale en sensibilisant le grand public et les professionnels de santé aux droits des usagers en santé mentale et aux situations auxquelles ils font face ;

3) Capitaliser les bonnes pratiques du programme Touching Minds, Raising Dignity (TMRD) et soutenir les équipes d'Handicap International (HI) et leurs partenaires dans leurs activités de sensibilisation au-delà de la fin du TMRD.



## c) PUBLICS & UTILISATIONS

Le public cible est l'utilisateur en santé mentale, en lien avec l'un des objectifs spécifiques de l'outil qui vise à informer les usagers de leurs droits. Cependant, cet outil s'adresse aussi à un public plus large, puisque ce set de jeux est composé de :

- **1 jeu de cartes avec 3 règles distinctes, relativement faciles, accessibles et interprétables par tout type de public**, dès le plus jeune âge (7-77 ans, usagers ou non) ;
- **1 jeu de société (ou jeu de plateau) destiné à un public adulte** (jeunes adultes, à minima) en raison de la difficulté relative du jeu, liée aux règles et réflexions pour avancer/finir une partie : **usagers en santé mentale, professionnels de santé et agents de santé communautaire, travailleurs sociaux (animateurs, éducateurs) ...**

Ces jeux pourraient être utilisés dans le cadre de :

- 👉 **Activités de sensibilisation** dans les communautés, écoles, animations diverses (Journée Mondiale de la Santé Mentale ...) impulsés directement ou indirectement par les équipes d'Handicap International, leurs partenaires et/ou par les groupements et associations d'usagers;
- 👉 **Activités de renforcement des capacités** pour les équipes d'Handicap International, leurs partenaires (comme les groupements et associations d'usagers) et, plus largement, pour les travailleurs sociaux et acteurs travaillant dans le domaine de la santé.



## 2) Règles des 4 jeux

### a) TIME'S UP DES DROITS

**Comment placer les cartes ?** Ce jeu se joue seulement avec 16 cartes comprenant 8 cartes dessin (avec les 8 droits différents) et 8 cartes explicatives (idem.). Une fois les 16 cartes sélectionnées, on les mélange puis on les empile les unes sur les autres pour en faire une pioche.



**Quel est l'objectif ?** Faire deviner le plus de droits possibles à son équipe !

**Combien de joueurs ?** Au moins 2 équipes donc au moins 4 joueurs au total.

**Comment jouer ?** Une partie se déroule en trois manches : chaque manche implique une règle différente. Pour commencer, chaque équipe désigne un « représentant », qui changera à chaque tour afin que tous les membres d'une équipe endossent la casquette de « représentant » : celui-ci tire une carte dans la pioche et dispose de 30 secondes pour faire deviner le droit de la carte à son équipe – selon des consignes spécifiques pour chaque manche :

- 1<sup>ère</sup> manche : le représentant fait deviner le droit avec **autant de mots** qu'il le souhaite : il ne peut ni faire de gestes, ni montrer quelque chose. Cependant, il a interdiction formelle d'énoncer le nom du droit s'il pioche une carte dessin, ni de dire les mots en gras s'il pioche une carte explicative : s'il le fait, c'est à l'autre équipe de jouer même si le temps imparti n'est pas écoulé.
- 2<sup>ème</sup> manche : même principe, mais seulement avec **un mot** (sans gestes): interdiction formelle d'énoncer le nom du droit s'il pioche une carte dessin, ni de dire les mots en gras s'il pioche une carte explicative. Cela semble compliqué mais les cartes étant les mêmes, les joueurs sont appelés à faire marcher leur mémoire, étant donné que tous les droits auront déjà été énoncés dans la première manche.
- 3<sup>ème</sup> manche : même principe mais uniquement avec des **mimes**.

Lorsqu'une équipe trouve un droit, son représentant met la carte correspondante de côté (pour les compter à la fin de la manche) et en tire une nouvelle – et ainsi de suite jusqu'à la fin du temps imparti. Une fois le temps écoulé, c'est au tour du représentant d'une autre équipe de jouer, selon les mêmes modalités.

Quand toutes les cartes ont été découvertes, chaque équipe compte ses cartes et note le nombre de points obtenus (**une carte = un point**) afin de passer à la manche suivante.

**Comment gagner ?** Lorsque la 3<sup>e</sup> manche est finie, les équipes font le total des points obtenus au cours des 3 manches : l'équipe qui remporte le plus de points gagne la partie !

## B) MEMORY DES DROITS

**Comment placer les cartes ?** Après avoir mélangé toutes les cartes, on les étale face cachée sur une surface plane en plaçant 8 cartes alignées sur 4 lignes. [note pour graphiste à supprimer lors de la mise en page :



**Quel est l'objectif ?** Trouver le plus de paires possibles, sachant que chaque paire est obligatoirement composée d'une carte dessin et d'une carte explicative : une paire composée de 2 cartes dessin ou de 2 cartes explicative n'est pas considérée comme une paire gagnante – sauf si les joueurs décident de changer les règles du jeu avant la partie.

**Combien de joueurs ?** Entre 2 et 6 joueurs ; s'il y a plus que 6 joueurs, il est conseillé de faire des équipes.

**Comment jouer ?** Chacun son tour, chaque joueur (ou équipe) retourne 2 cartes de couleurs différentes. Les deux cartes retournées sont présentées à tous les joueurs. Deux conditions peuvent ainsi se présenter :

- SOIT L'UN, SOIT L'AUTRE
- Si les deux cartes retournées par le joueur ne représentent pas la paire gagnante (une carte dessin et la carte explicative correspondante), il les remet face cachée : dans ce cas, tous les participants doivent retenir les cartes retournées au fur et à mesure afin de trouver les paires le plus rapidement possible. Ensuite, un autre joueur joue à son tour et ainsi de suite.
  - Si les 2 cartes retournées représentent le même droit (avec une carte dessin et la carte explicative correspondante), le joueur remporte la paire : il doit alors décrire l'image de la carte dessin et lire la carte explicative à voix haute puis, met la paire de côté pour les compter à la fin de la partie. Le joueur continue de jouer tant qu'il réussit : dès qu'il échoue, c'est au tour du joueur suivant.

**Comment gagner ?** Lorsque toutes les paires ont été trouvées, chaque joueur compte le nombre de paires obtenues et c'est celui qui en a le plus qui gagne la partie !

## c) 8 FAMILLES DES DROITS

**Comment placer les cartes ?** Mélanger toutes les cartes et distribuer 4 cartes par personnes ; le reste des cartes est placé au milieu des joueurs pour faire une pioche.



**Quel est l'objectif ?** Constituer le plus de familles de droit possible !

**Combien de joueurs ?** Entre 2 et 4 joueurs.



**Comment jouer ?** Un premier joueur demande à un autre joueur s'il possède la carte qu'il souhaite en la catégorisant obligatoirement par le nom du droit et par le type de carte, c'est-à-dire une carte dessin ou explicative (par exemple : « dans la famille du droit à l'éducation, je recherche une carte explicative ») :

☞ Si le joueur questionné ne possède pas la carte, alors le joueur qui a demandé une carte en tire une dans la pioche :

- si la carte s'avère être la carte souhaitée, il doit le signifier aux autres en disant « bonne pioche » et a le droit de redemander une carte au joueur de son choix.
- si la carte n'est pas la carte souhaitée, c'est au tour du joueur suivant de demander une carte.

☞ Si le joueur questionné possède la carte, alors il lui donne la carte et en pioche une nouvelle. Puis, c'est au tour du joueur suivant.

SOIT L'UN, SOIT L'AUTRE

**Attention : un joueur ne peut demander une carte d'une famille de droit uniquement s'il en possède déjà une dans son jeu.**

Si un joueur possède toute une famille de droits, il pose les 4 cartes du même droit devant lui et la partie continue jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de cartes à piocher.

**Comment gagner ?** Lorsqu'il n'y a plus de pioche, il ne reste alors plus qu'à compter combien chaque joueur possède de familles complètes et c'est celui qui en a le plus qui gagne la partie.

## D) La Spirale des Droits

Attention : ce jeu est destiné davantage aux adultes en raison de la difficulté relative du jeu, il est conseillé aux joueurs de faire une partie d'un jeu de carte (en suivant l'une des trois règles disponibles) avant de commencer à jouer à la Spirale des droits. Le but étant de se familiariser avec les 8 droits pour avancer plus facilement dans le jeu.



**Description du matériel de jeu** (à imprimer au préalable : assembler les feuilles du fascicule, découper les cartes, assembler les 4 parties du plateau pour n'en faire qu'un, découper la cocotte et la plier) :

- Le plateau de jeu
- L'ensemble des **32 cartes droit**
- Une **cocotte** à utiliser comme un dé
- Le **fascicule** avec les règles des 4 jeux, 3 fiches (stigmatisation et discrimination; stéréotype et idée reçue ; définitions et réponses) et les 8 articles de la Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées
- Pas de **pions** à imprimer car ces derniers devront être réalisés de manière artisanale : bout de bois, caillou, boule de papier ...

**Combien de joueurs ?** Au moins 2 équipes donc au moins 4 joueurs (4 équipes maximum et 4 personnes maximum par équipe pour favoriser la participation de chacun).

**Comment placer le matériel ?** On sépare les 32 cartes droits en 2 pioches composées de 16 cartes dessins et 16 cartes explicatives et on place chacune des pioches dans un coin du plateau. Chaque équipe choisit un pion (exemple : bout de bois, caillou, boule de papier coloré ...), qu'elle place sur la case départ.

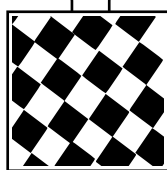
**Comment avancer ?** Pour avancer, un membre d'une équipe prend la cocotte dans ses mains, l'ouvre dans un sens (de sorte qu'il y a 4 faces disponibles : une face en haut à gauche, une face en haut à droite, une face en bas à gauche et une face en bas à droite) et choisit une des 4 faces: sans bouger la cocotte, il demande ensuite à un de ses coéquipiers de dire un chiffre (compris entre 1 et 6, comme un dé) puis il ouvre la cocotte dans un sens puis dans l'autre en comptant jusqu'au chiffre énoncé : il ouvre ensuite la face qu'il a choisi (par exemple, la face en haut à gauche) pour découvrir le chiffre correspondant. L'équipe avance son pion en comptant les cases jusqu'au chiffre correspondant (par exemple, si l'équipe a trouvé 6 dans la cocotte, alors le pion avance de 6 cases).

**Comment jouer ?** Chaque équipe joue chacune son tour : tant que les équipes réussissent, elles continuent de jouer en alternance mais si une équipe échoue, elle saute son tour (elle ne peut pas jouer au prochain tour).



Lorsqu'on avance dans le jeu, voici les actions correspondantes aux cases présentes (32 au total) :

Case **départ** :  
toutes les équipes doivent obligatoirement placer leur pion sur cette case pour commencer la partie



Case **arrivée** :  
toutes les équipes doivent obligatoirement arriver pile sur la case pour gagner la partie



On pioche une **carte dessin** et on fait deviner le droit correspondant à son équipe par un **dessin et/ou mime** de situation positive ou négative illustrant le droit



On pioche une **carte explicative** et on fait deviner le droit correspondant à son équipe par un **dessin et/ou mime** de situation positive ou négative illustrant le droit



On pioche une **carte dessin** et on fait deviner le droit correspondant à son équipe par des **mots et/ou un exemple** de

situation positive ou négative illustrant le droit.

Interdiction formelle d'énoncer le nom du droit

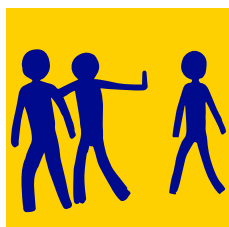


On pioche une **carte explicative** et on fait deviner le droit correspondant à son équipe par un **mots et/ou un**

**exemple** de situation positive ou négative illustrant le droit.

Interdiction formelle d'énoncer le nom du droit ni de dire les mots écrits en gras

### Stigmatisation & Discrimination



Lorsqu'une équipe tombe sur cette case, l'équipe adverse pioche une **carte (dessin ou explicative)** et trouve un **exemple (vécu ou non)** d'une situation de stigmatisation et/ou de discrimination illustrant le non-respect du droit pioché :

ils peuvent prendre quelques minutes pour réfléchir collectivement à un bon exemple.

A partir de l'exemple donné, l'équipe qui est tombé sur la case doit alors deviner le droit qui n'a pas été respecté (en d'autres mots, le droit que les détenteurs d'obligations auraient dû appliquer pour que la personne ne soit pas stigmatisée ou discriminée)

### Stéréotype



Lorsqu'une équipe tombe sur cette case, l'équipe adverse pioche une **carte (dessin ou explicative)** et trouve un **exemple**

de stéréotype ou cliché relatif au droit indiqué sur la carte piochée : ils peuvent prendre quelques minutes pour réfléchir collectivement à un bon exemple. A partir du stéréotype donné, l'équipe arrivée sur la case stéréotype doit alors deviner le droit qui invalide le cliché/stéréotype

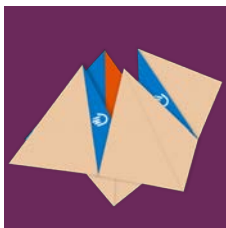
Il faut obligatoirement que les équipes se mettent d'accord pour avancer dans le jeu.

Si l'équipe arrivée sur la case **Stigmatisation & Discrimination** ou **Stéréotype** a trouvé le droit correspondant, la partie continue (les équipes jouent chacune leur tour).

Si elle a échoué à trouver le bon droit car elle considère que l'équipe adverse a donné un mauvais exemple (qui les a induit en erreur), elle peut contester la clarté de l'exemple en justifiant d'un autre exemple ou en prouvant lors d'un débat pourquoi celui donné par l'équipe adverse n'est pas adapté. Un accord entre les équipes est obligatoire pour continuer le jeu :

- s'ils s'accordent pour dire que l'exemple donné par l'équipe adverse n'était pas clair, la partie continue et l'équipe adverse passe son tour ;
- s'ils s'accordent pour dire que l'exemple était clair, la partie continue et l'équipe arrivée sur la case passe son tour ;
- s'ils n'arrivent pas à s'accorder, la partie continue.

## Définition



Le dé-cocotte contient 6 chiffres liés à une définition (se référer au fascicule dès la p.11 : 1 chiffre = 1 définition) : **lorsqu'une équipe tombe sur cette case, elle rejoue avec la cocotte et communique son chiffre à l'équipe adverse qui lui pose la question correspondante, indiquée dans le fascicule** (si l'équipe tombe sur 1, elle devra répondre à la question « comment vous définiriez une bonne santé mentale »).

Il est rare qu'une équipe trouve la définition exacte c'est pourquoi, après avoir réfléchi collectivement, elle donne à voix haute sa définition finale : une fois celle-ci énoncée, elle ne peut plus la préciser ou revenir dessus.

Puis, sur la base de la définition écrite dans le fascicule, toutes les équipes décident ensemble de valider ou non la définition donnée par l'équipe arrivée sur la case.

Il faut obligatoirement que les équipes se mettent d'accord pour avancer dans le jeu :

- s'ils s'accordent pour dire que la définition donnée est assez similaire à celle du fascicule, alors la partie continue (les équipes jouent en alternance) ;
- s'ils s'accordent pour dire que la définition donnée n'est pas bonne/claire, la partie continue et l'équipe arrivée sur la case passe son tour ;
- s'ils n'arrivent pas à s'accorder, l'équipe tombée sur la case rejoue avec la cocotte pour deviner un autre mot.

Avec les cases **Stigmatisation & Discrimination**, **Stéréotype** et **Définition**, **les équipes doivent impérativement échanger, coopérer et débattre pour avancer dans le jeu**. Cet exercice collaboratif permet aux participants de discuter autour des principaux droits des usagers en santé mentale et autour de définitions utiles pour comprendre les troubles de la santé mentale ; il permet aussi de faire échanger les participants sur leurs propres idées reçues et celles des autres, afin de déconstruire les stéréotypes sur les personnes vivant avec des troubles de la santé mentale.

**Comment gagner ?** La première équipe qui atteint la case « arrivée » a gagné mais avec l'obligation d'arriver pile sur la case : le score de la cocotte doit permettre d'arriver exactement sur la case arrivée (si le score de la cocotte est supérieur au nombre de cases à effectuer jusqu'à l'« arrivée », le pion recule du nombre de cases en trop et la partie continue).



### 3) Fiches

#### a) DÉFINITIONS POUR COMPRENDRE LES DROITS EN SANTÉ MENTALE

Comment vous définiriez une **bonne santé mentale** ?



Une bonne santé mentale ...

- c'est se sentir bien avec soi-même et avec les autres ;
- est aussi important que la santé physique ;
- est liée à la santé physique.

#### Pour aller plus loin ...

La Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit la santé comme: « un état complet de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Comme la santé physique, **la santé mentale ne se limite donc pas à l'absence de maladies ou de troubles** et est une **composante majeure de la santé**: il n'y a donc pas de **bonne santé sans bonne santé mentale**! Une bonne santé mentale, c'est « un **état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive et d'être en mesure d'apporter une contribution** à la communauté » (définition de l'OMS).

Elle fait référence, soit à un état de **bien-être**, un sentiment de **bonheur** et/ou de **réalisation de soi**, soit à des **caractéristiques de la personnalité** (résilience, optimisme, capacité de faire face aux difficultés, impression de maîtriser sa vie, estime de soi). C'est un **état positif, d'équilibre et d'harmonie** entre les structures de l'individu et celles du milieu auquel il doit s'adapter.

Une bonne santé mentale n'est **pas un état permanent** : si on est en bonne santé mentale un jour, ça ne signifie pas que ça va durer

**1** pour toujours: elle **peut varier tout au long de la vie en fonction de déterminants (facteurs) externes** (comme l'environnement) **et personnels** (comme notre patrimoine génétique ou un traumatisme).

Comment vous définiriez  
**les troubles mentaux** ?  
**OU** donnez un exemple de  
trouble mental



Les troubles mentaux sont généralement le résultat de différents facteurs et prennent des formes distinctes, qui sont de durées variables et qui peuvent être plus ou moins sévères et invalidants (ils entraînent souvent des difficultés dans la vie d'un individu et de son entourage).

Les exemples les plus courants sont la dépression, les troubles bipolaires, les troubles liés à la consommation de drogues/alcool, la schizophrénie.

**Pour aller plus loin ...**

Les troubles mentaux regroupent :

Les **incapacités psychosociales** liées à la **détresse psychologique** (quelle qu'en soit la cause : migration, exil, catastrophe naturelle, pauvreté, absence de logement, perte de liens familiaux et/ou sociaux, perte du travail) : **ces incapacités perturbent la participation à la vie sociale des personnes concernées, avec une perte relative de leur capacité à s'occuper et à prendre soin d'elles-mêmes et de leurs habilités sociales.** Par exemple : les troubles anxieux (syndrome de stress post-traumatique, phobie, trouble obsessionnel compulsif etc.), les troubles de l'usage de substances psycho-actives comme l'alcool, les drogues ...

Des **incapacités psychiques ou incapacités mentales** liées à la chronicisation de troubles mentaux graves comme les troubles psychotiques (schizophrénie, psychose maniacodépressive, délire chronique etc.), les troubles dépressifs caractérisés (dysthymie, dépression etc.), troubles de la personnalité dont les personnalités antisociales ... Il n'y a **pas de déficience intellectuelle systématique ou permanente, mais des incapacités comportementales et affectives se traduisant par des difficultés à acquérir ou exprimer des habilités psychosociales** (inaptitudes au niveau du langage, des comportements, reliées à la protection et à l'assistance). S'ensuivent des **déficits d'attention** et des difficultés à élaborer et suivre un plan d'action, et une **alternance d'états** calmes et tendus.

Des **incapacités intellectuelles** liées à une **déficience intellectuelle** généralement associée à un **trouble du développement** ou à un trouble envahissant du développement (quelle qu'en soit la cause : génétique, chromosomique, biologique-organique, environnementale dont nutritionnelle). Par déficience intellectuelle, on entend une **limitation significative, persistante et durable des fonctions intellectuelles** d'un sujet. Des **degrés différents d'incapacités** en découlent, **perturbant l'apprentissage, la mémorisation des connaissances, l'attention, la communication, l'autonomie sociale et professionnelle, la stabilité émotionnelle et le comportement.** Exemples :

- les troubles du développement liés à une maladie chromosomique ou génétique : syndrome de Down – trisomie 21, X fragile, syndrome de Prader-Willi, syndrome de Smith-Magenis, syndrome de Williams ...
- les troubles envahissants du développement : troubles autistiques, syndrome de Rett, syndrome désintégratif de l'enfance, syndrome d'Asperger ...

Les personnes handicapées en raison de déficience intellectuelle et en lien avec leur environnement peuvent être sujettes à des troubles mentaux et à la détresse psychologique.

2

Quels peuvent être les **facteurs ou causes** des troubles mentaux **OU** donnez un exemple.

Les facteurs de risques les plus courants sont la violence verbale et physique (maltraitance), la maltraitance des enfants, la pauvreté, la perte d'un emploi, le décès d'un être cher, l'abus de drogue ou d'alcool.

Pour aller plus loin ...

Les **facteurs de risque** sont des **événements stressants, ou des situations personnelles ou environnementales** qui augmentent la probabilité d'un sujet à développer des troubles mentaux ou une détresse psychologique.

**Plusieurs facteurs ou déterminants peuvent avoir une influence sur la santé mentale d'un individu** : ils peuvent être **liés et donc cumulés** par un individu. C'est la combinaison de tous ces facteurs qui déterminent l'état de santé mentale d'une personne à un moment donné : **de mêmes facteurs peuvent avoir des conséquences distinctes selon les individus qui les vivent.**

Voici une liste non exhaustive d'exemples qui peuvent influencer la santé mentale d'un individu.

Facteurs externes ou environnementaux :

- **Facteurs économiques** (selon le positionnement économique d'une personne dans sa communauté) ;
- **Facteurs sociaux** (selon le positionnement social d'un individu dans sa communauté) ;
- **Facteurs sociétaux, culturels et politiques** (ces facteurs s'appliquent à toute la communauté mais touchent plus ou moins certains groupes ou individus) ...

Exemples de facteurs externes/environnementaux : accès à l'emploi et salaire ; accès à la santé (disponibilité de soins médicaux, adaptation et réadaptation ...) ; accès à l'éducation et niveau d'instruction ; dette ; conditions de vie ; pauvreté ; vie sociale (amis, familles, collègues...); réseau social et appartenance à un groupe/communauté ; exclusion sociale ; valeurs et croyances ; préjugés et discrimination (racisme, sexisme ...) ; cohésion sociale ; inégalités sociales ; politiques publiques ; infrastructures (accès à l'eau, sanitaires, logement, transports ...) ; environnement (sécurité, violence, guerre, catastrophe naturelle, violation des droits de l'homme ...) ; migrations et exil ...

Facteurs personnels ou individuels :

- **Santé physique**
- **Mode de vie ou habitudes de vie**
- **Profils psychologiques, traits de personnalité, intelligence émotionnelle et sociale**
- **Patrimoine génétique**

Exemple de facteurs personnels/individuels: prédispositions à certains troubles mentaux; consommation d'alcool et/ou de psychotropes ; capacité à relever les défis de l'existence, accomplir son travail, participer à la vie de sa communauté ; histoire de vie ...

Chacun de nous est **titulaire/détenteur de droits**:  
personnes handicapées,  
femmes, enfants, détenus,  
étrangers, ex-combattants ou  
soldats, femmes ...

**Qui est titulaire ou détenteur de droits ?** Donnez un exemple.



Donnez un exemple de ce qu'un **titulaire ou détenteur de droit** peut faire.

#### Chaque titulaire de droits :

- est en droit d'avoir des droits ;
- peut revendiquer ses droits aux détenteurs d'obligation;
- peut demander des comptes à ceux qui ont des obligations (les détenteurs d'obligations);
- a la responsabilité de respecter les droits des autres ;
- peut influencer la vie d'autres détenteurs de droits.
- peut être détenteur d'obligations.

Qu'est-ce qu'un **détenteur d'obligation** doit faire ? **OU** donnez un exemple de détenteur d'obligations ou de devoirs.

**Les détenteurs d'obligations (ou de devoirs) ont le devoir de respecter, d'assurer et de protéger les droits fondamentaux des détenteurs de droits. Plus le pouvoir est grand, plus l'obligation de respecter les droits humains des autres est grande.**

Exemple : l'État (premier détenteur d'obligations) ainsi que les ministères, les autorités locales et judiciaires, les juges, la police, le parlement ; le secteur privé, les organisations intergouvernementales et internationales, les organisations de la société civile, les chefs de familles (et en principe, chaque individu qui a le pouvoir d'affecter la vie d'un autre détenteur de droits est détenteur d'obligation ; par exemple : une mère de famille est détenteur d'obligation au sein de sa famille) ...



## B) EXEMPLES DE SITUATION DE STIGMATISATION & DISCRIMINATION

### Droit à l'égalité et à la non-discrimination

- Un gardien refuse l'accès d'une personne vivant avec des troubles mentaux à un parc public ou à un supermarché (sous prétexte qu'elle ferait peur aux enfants).
- Dans un restaurant, un serveur refuse de servir une personne ayant un handicap psychosocial.

### Obligation des Etats à promouvoir les droits des personnes handicapées

- Certains médias réduisent les personnes qui vivent avec des troubles mentaux à des individus dépendants, incapables de se prendre en charge seul.
- Une faible représentation des personnes vivant avec des troubles mentaux dans les médias.
- Exclure les personnes vivant avec des troubles mentaux des actions de sensibilisation au niveau local ou national.

### Droit à la justice et à la protection

- Enlever à une personne vivant avec des troubles mentaux son héritage et son droit de succession.
- Un banquier refuse d'ouvrir un compte bancaire à une personne vivant avec un trouble de la santé mentale.

### Droit de vivre en autonomie et d'être inclus dans la société

- Enfermer contre son gré une personne ayant un handicap psychosocial.
- Des villageois chassent une personne atteinte d'un trouble mental parce qu'ils pensent qu'elle est possédée par le diable ou par un mauvais esprit.

### Droit à l'éducation et à la formation

- Refuser l'accès d'un enfant avec handicap psychosocial.
- Faire payer plus cher une formation professionnelle à une personne vivant avec un trouble de la santé mentale.

### Droit à la santé

- Aux urgences, un infirmier refuse de prendre en charge une personne souffrant d'un mal de ventre car il considère que cette personne est atteinte de troubles psychiques : au lieu de la prendre en charge pour ses douleurs physiques, il l'oriente vers les urgences psychiatriques.
- Forcer une personne vivant avec un trouble mental à prendre des médicaments contre son gré – sans son consentement.

### Droit au travail et d'être protégé contre l'exploitation

- Un employeur refuse à un entretien d'embauche une personne vivant avec un trouble de la santé mentale.
- Refuser de payer/rémunérer une personne qui vit avec un trouble psychique autant que les autres employés pour le même travail.

### Droits civils et politiques

- Interdire à une personne vivant avec un trouble psychique de voter : lui refuser son droit de vote.
- Les personnes vivant avec un trouble de la santé mentale sont sous-représentées au sein des institutions étatiques.

## **c) EXEMPLES DE STÉRÉOTYPE/IDÉES REÇUE**

### **Droit à l'égalité et à la non-discrimination**

« Les mesures de facilitation et aménagements faits pour les personnes handicapées et/ou vivant avec des troubles mentaux sont de la discrimination. »

« Les personnes qui vivent avec des troubles de la santé mentale ont un accès égal aux services, informations et/ou activités que les autres citoyens »

### **Obligation des Etats à promouvoir les droits des personnes handicapées**

« Ce n'est pas le rôle de l'état de régler le problème de la stigmatisation des personnes qui vivent avec des troubles de la santé mentale ! »

« Ça ne sert à rien de combattre les préjugés en santé mentale car les personnes qui vivent avec des troubles mentaux ne s'en rendent pas compte. »

« Les personnes atteintes de troubles mentaux ne savent pas parler pour eux-mêmes donc ça ne sert à rien de les intégrer dans les actions de sensibilisation, les conférences etc. »

### **Droit à la justice et à la protection**

« Une personne qui vit avec un trouble mental ne sait pas gérer son argent. »

« On ne peut pas faire confiance aux personnes souffrant d'un handicap psychosocial, intellectuel ou cognitif pour prendre des décisions dans tous les domaines de leur vie. »

### **Droit de vivre en autonomie et d'être inclus dans la société**

« Une personne «psychotique» ne peut pas prendre de décisions, ne peut pas être raisonnée ni comprise et ne peut pas communiquer sa volonté et ses préférences. »

« Si les personnes résident dans une maison de soins, un service de santé mentale ou autre service connexe, il est logique que toutes les décisions concernant leurs besoins en matière de soins soient prises par des praticiens de la santé mentale. »

« Les personnes qui vivent avec un trouble de la santé mentale sont possédées par un mauvais esprit. »

### **Droit à l'éducation et à la formation**

« Ça ne sert à rien d'accueillir un enfant vivant avec un trouble de la santé mentale à l'école car il ne retiendra rien. »

« Les personnes ayant un handicap psychosocial ne sont pas capables d'apprendre des choses, de suivre un apprentissage de manière assidue. »

### **Droit à la santé**

« Les décisions concernant le traitement et le soin en santé mentale doivent être prises contre la volonté du «malade» parce que celle-ci ne sait pas ou ne comprend pas qu'elle en a besoin. »

« Les médecins sont les mieux placés pour décider des questions médicales et ils protégeront la personne «malade» sur la base de ce qu'ils pensent être son meilleur intérêt. »

### **Droit au travail et d'être protégé contre l'exploitation**

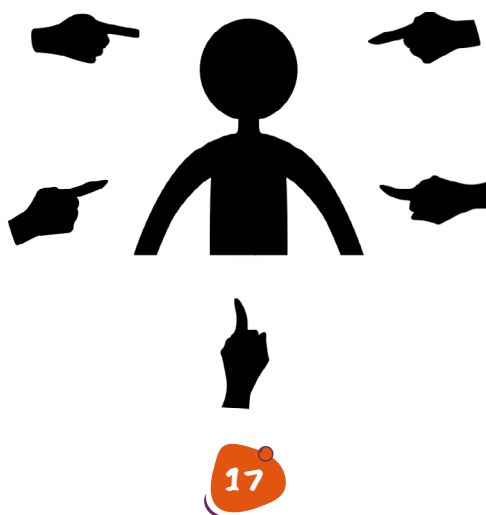
« Les personnes qui vivent avec un trouble psychique sont des assistées qui ne sont ni capables de travailler en autonomie, ni même en groupe. »

« Les personnes ayant un trouble mental ne peuvent pas manager d'autres personnes car ils ne savent même pas se gérer eux-mêmes. »

### **Droits civils et politiques**

« Les personnes ayant un handicap psychosocial ne devraient pas voter car ils ne sont pas en capacités de savoir ce qui est le mieux pour leur communauté et leur pays. »

« Les personnes qui vivent avec un trouble de la santé mentale ne peuvent pas exercer une fonction publique ou avoir des responsabilités. »



## 4) 8 articles détaillés de la CRPD

### Article 5 « Égalité et non-discrimination »

1. Les États Parties reconnaissent que toutes les personnes sont égales devant la loi et en vertu de celle-ci et ont droit sans discrimination à l'égale protection et à l'égal bénéfice de la loi.
2. Les États Parties interdisent toutes les discriminations fondées sur le handicap et garantissent aux personnes handicapées une égale et effective protection juridique contre toute discrimination, quel qu'en soit le fondement.
3. Afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les États Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés.
4. Les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente Convention.

### Article 12 « Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité »

1. Les États Parties réaffirment que les personnes handicapées ont droit à la reconnaissance en tous lieux de leur personnalité juridique.
2. Les États Parties reconnaissent que les personnes handicapées jouissent de la capacité juridique dans tous les domaines, sur la base de l'égalité avec les autres.
3. Les États Parties prennent des mesures appropriées pour donner aux personnes handicapées accès à l'accompagnement dont

elles peuvent avoir besoin pour exercer leur capacité juridique.

4. Les États Parties font en sorte que les mesures relatives à l'exercice de la capacité juridique soient assorties de garanties appropriées et effectives pour prévenir les abus, conformément au droit international des droits de l'homme. Ces garanties doivent garantir que les mesures relatives à l'exercice de la capacité juridique respectent les droits, la volonté et les préférences de la personne concernée, soient exemptes de tout conflit d'intérêt et ne donnent lieu à aucun abus d'influence, soient proportionnées et adaptées à la situation de la personne concernée, s'appliquent pendant la période la plus brève possible et soient soumises à un contrôle périodique effectué par un organe compétent, indépendant et impartial ou une instance judiciaire. Ces garanties doivent également être proportionnées au degré auquel les mesures devant faciliter l'exercice de la capacité juridique affectent les droits et intérêts de la personne concernée.

5. Sous réserve des dispositions du présent article, les États Parties prennent toutes mesures appropriées et effectives pour garantir le droit qu'ont les personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, de posséder des biens ou d'en hériter, de contrôler leurs finances et d'avoir accès aux mêmes conditions que les autres personnes aux prêts bancaires, hypothèques et autres formes de crédit financier ; ils veillent à ce que les personnes handicapées ne soient pas arbitrairement privées de leurs biens.

### Article 8 « Sensibilisation »

1. Les États Parties s'engagent à prendre des mesures immédiates, efficaces et appropriées en vue de :
  - a) Sensibiliser l'ensemble de la société, y compris au niveau de la famille, à la situation des personnes handicapées et promouvoir le respect des droits et de la dignité des personnes handicapées ;
  - b) Combattre les stéréotypes, les préjugés et les pratiques dangereuses concernant les personnes handicapées, y compris ceux liés au sexe et à l'âge, dans tous les domaines ;
  - c) Mieux faire connaître les capacités et les contributions des personnes handicapées.
2. Dans le cadre des mesures qu'ils prennent à cette fin, les États Parties :
  - a) Lancent et mènent des campagnes efficaces de sensibilisation du public en vue de :
    - i) Favoriser une attitude réceptive à l'égard des droits des personnes handicapées ;
    - ii) Promouvoir une perception positive des personnes handicapées et une conscience sociale plus poussée à leur égard ;
    - iii) Promouvoir la reconnaissance des compétences, mérites et aptitudes des personnes handicapées et de leurs contributions dans leur milieu de travail et sur le marché du travail ;
  - b) Encouragent à tous les niveaux du système éducatif, notamment chez tous les enfants dès leur plus jeune âge, une attitude de respect pour les droits des personnes handicapées ;
  - c) Encouragent tous les médias à montrer les personnes handicapées sous un jour conforme à l'objet de la présente Convention ;
  - d) Encouragent l'organisation de programmes de formation en sensibilisation aux personnes handicapées et aux droits des personnes handicapées.



## Article 19 « Autonomie de vie et inclusion dans la société »

Les États Parties à la présente Convention reconnaissent à toutes les personnes handicapées le droit de vivre dans la société, avec la même liberté de choix que les autres personnes, et prennent des mesures efficaces et appropriées pour faciliter aux personnes handicapées la pleine jouissance de ce droit ainsi que leur pleine intégration et participation à la société, notamment en veillant à ce que :

- a) Les personnes handicapées aient la possibilité de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles vont vivre et qu'elles ne soient pas obligées de vivre dans un milieu de vie particulier ;
- b) Les personnes handicapées aient accès à une gamme de services à domicile ou en établissement et autres services sociaux d'accompagnement, y compris l'aide personnelle nécessaire pour leur permettre de vivre dans la société et de s'y insérer et pour empêcher qu'elles ne soient isolées ou victimes de ségrégation ;
- c) Les services et équipements sociaux destinés à la population générale soient mis à la disposition des personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, et soient adaptés à leurs besoins.

## Article 24 « Education »

Les États Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit sans discrimination et sur la base de l'égalité des chances, les États Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent :

- a) Le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine;
- b) L'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités ;
- c) La participation effective des personnes handicapées à une société libre.

2. Aux fins de l'exercice de ce droit, les États Parties veillent à ce que :

- a) Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire ;
- b) Les personnes handicapées puissent, sur la base

de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire ;

- c) Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun ;
- d) Les personnes handicapées bénéficient, au sein du système d'enseignement général, de l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur éducation effective ;
- e) Des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration.

3. Les États Parties donnent aux personnes handicapées la possibilité d'acquérir les compétences pratiques et sociales nécessaires de façon à faciliter leur pleine et égale participation au système d'enseignement et à la vie de la communauté. À cette fin, les États Parties prennent des mesures appropriées, notamment :

- a) Facilitent l'apprentissage du braille, de l'écriture adaptée et des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative, le développement des capacités d'orientation et de la mobilité, ainsi que le soutien par les pairs et le mentorat ;
- b) Facilitent l'apprentissage de la langue des signes et la promotion de l'identité linguistique des personnes sourdes ;
- c) Veillent à ce que les personnes aveugles, sourdes ou sourdes et aveugles – en particulier les enfants – reçoivent un enseignement dispensé dans la langue et par le biais des modes et moyens de communication qui conviennent le mieux à chacun, et ce, dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la sociabilisation.

4. Afin de faciliter l'exercice de ce droit, les États Parties prennent des mesures appropriées pour employer des enseignants, y compris des enseignants handicapés, qui ont une qualification en langue des signes ou en braille et pour former les cadres et personnels éducatifs à tous les niveaux. Cette formation comprend la sensibilisation aux handicaps et l'utilisation des modes, moyens et formes de communication améliorée et alternative et des techniques et matériels pédagogiques adaptés aux personnes handicapées.

5. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. À cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées.

## Article 24 « Santé »

Les États Parties reconnaissent que les personnes handicapées ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible sans discrimination fondée sur le handicap. Ils prennent toutes les mesures appropriées pour leur assurer l'accès à des services de santé qui prennent en compte les sexospécificités, y compris des services de réadaptation. En particulier, les États Parties :

- a) Fournissent aux personnes handicapées des services de santé gratuits ou d'un coût abordable couvrant la même gamme et de la même qualité que ceux offerts aux autres personnes, y compris des services de santé sexuelle et génésique et des programmes de santé publique communautaires ;
- b) Fournissent aux personnes handicapées les services de santé dont celles-ci ont besoin en raison spécifiquement de leur handicap, y compris des services de dépistage précoce et, s'il y a lieu, d'intervention précoce, et des services destinés à réduire au maximum ou à prévenir les nouveaux handicaps, notamment chez les enfants et les personnes âgées ;
- c) Fournissent ces services aux personnes handicapées

aussi près que possible de leur communauté, y compris en milieu rural ;

- d) Exigent des professionnels de la santé qu'ils dispensent aux personnes handicapées des soins de la même qualité que ceux dispensés aux autres, notamment qu'ils obtiennent le consentement libre et éclairé des personnes handicapées concernées ; à cette fin, les États Parties mènent des activités de formation et promulguent des règles déontologiques pour les secteurs public et privé de la santé de façon, entre autres, à sensibiliser les personnels aux droits de l'homme, à la dignité, à l'autonomie et aux besoins des personnes handicapées ;
- e) Interdisent dans le secteur des assurances la discrimination à l'encontre des personnes handicapées, qui doivent pouvoir obtenir à des conditions équitables et raisonnables une assurance maladie et, dans les pays où elle est autorisée par le droit national, une assurance-vie ;
- f) Empêchent tout refus discriminatoire de fournir des soins ou services médicaux ou des aliments ou des liquides en raison d'un handicap.

## Article 24 « Travail et emploi »

Les États Parties reconnaissent aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit au travail, notamment à la possibilité de gagner leur vie en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un milieu de travail ouverts, favorisant l'inclusion et accessibles aux personnes handicapées. Ils garantissent et favorisent l'exercice du droit au travail, y compris pour ceux qui ont acquis un handicap en cours d'emploi, en prenant des mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour notamment :

- a) Interdire la discrimination fondée sur le handicap dans tout ce qui a trait à l'emploi sous toutes ses formes, notamment les conditions de recrutement, d'embauche et d'emploi, le maintien dans l'emploi, l'avancement et les conditions de sécurité et d'hygiène au travail ;
- b) Protéger le droit des personnes handicapées à bénéficier, sur la base de l'égalité avec les autres, de conditions de travail justes et favorables, y compris l'égalité des chances et l'égalité de rémunération à travail égal, la sécurité et l'hygiène sur les lieux de travail, la protection contre le harcèlement et des procédures de règlement des griefs ;
- c) Faire en sorte que les personnes handicapées puissent exercer leurs droits professionnels et syndicaux sur la base de l'égalité avec les autres ;
- d) Permettre aux personnes handicapées d'avoir effectivement accès aux programmes d'orientation technique et professionnel, aux services de placement et aux services de formation professionnelle et

continue offerts à la population en général ;

- e) Promouvoir les possibilités d'emploi et d'avancement des personnes handicapées sur le marché du travail, ainsi que l'aide à la recherche et à l'obtention d'un emploi, au maintien dans l'emploi et au retour à l'emploi ;
  - f) Promouvoir les possibilités d'exercice d'une activité indépendante, l'esprit d'entreprise, l'organisation de coopératives et la création d'entreprise ;
  - g) Employer des personnes handicapées dans le secteur public ;
  - h) Favoriser l'emploi de personnes handicapées dans le secteur privé en mettant en oeuvre des politiques et mesures appropriées, y compris le cas échéant des programmes d'action positive, des incitations et d'autres mesures ;
  - i) Faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés aux lieux de travail en faveur des personnes handicapées ;
  - j) Favoriser l'acquisition par les personnes handicapées d'une expérience professionnelle sur le marché du travail général ;
  - k) Promouvoir des programmes de réadaptation technique et professionnelle, de maintien dans l'emploi et de retour à l'emploi pour les personnes handicapées.
2. Les États Parties veillent à ce que les personnes handicapées ne soient tenues ni en esclavage ni en servitude, et à ce qu'elles soient protégées, sur la base de l'égalité avec les autres, contre le travail forcé ou obligatoire.

### Article 29 « Participation à la vie politique et à la vie publique »

Les États Parties garantissent aux personnes handicapées la jouissance des droits politiques et la possibilité de les exercer sur la base de l'égalité avec les autres, et s'engagent :

a) À faire en sorte que les personnes handicapées puissent effectivement et pleinement participer à la vie politique et à la vie publique sur la base de l'égalité avec les autres, que ce soit directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, notamment qu'elles aient le droit et la possibilité de voter et d'être élues, et pour cela les États Parties, entre autres mesures :

i) Veillent à ce que les procédures, équipements et matériels électoraux soient appropriés, accessibles et faciles à comprendre et à utiliser ;

ii) Protègent le droit qu'ont les personnes handicapées de voter à bulletin secret et sans intimidation aux élections et référendums publics, de se présenter aux élections et d'exercer effectivement un mandat électif ainsi que d'exercer toutes fonctions publiques à tous les niveaux de l'État, et facilitent, s'il y a lieu, le recours aux technologies d'assistance et aux nouvelles technologies ;

iii) Garantissent la libre expression de la volonté des personnes handicapées en tant qu'électeurs et à cette fin si nécessaire, et à leur demande, les autorisent à se faire assister d'une personne de leur choix pour voter ;

b) À promouvoir activement un environnement dans lequel les personnes handicapées peuvent effectivement et pleinement participer à la conduite des affaires publiques, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, et à encourager leur participation aux affaires publiques, notamment par le biais :

i) De leur participation aux organisations non gouvernementales et associations qui s'intéressent à la vie publique et politique du pays, et de leur participation aux activités et à l'administration des partis politiques ;

ii) De la constitution d'organisations de personnes handicapées pour les représenter aux niveaux international, national, régional et local et de l'adhésion à ces organisations.



# Usagers des services de santé mentale : vous avez des droits !

Ces droits sont issus de la Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées

## **DROIT À L'ÉGALITÉ ET À LA NON- DISCRIMINATION**

Tout le monde est  
égal ! La  
discrimination  
contre les  
personnes vivant  
avec des troubles  
mentaux est  
interdite

## **DROITS CIVILS ET POLITIQUES**

Les personnes  
vivant avec des  
troubles mentaux  
ont le **droit de**  
**s'exprimer et**  
**d'être entendu.**  
Elles peuvent  
voter, être élues  
et avoir des  
fonctions  
publiques

## **OBLIGATION DES ETATS À PROMOUVOIR LES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES**

## **DROIT AU TRAVAIL ET D'ÊTRE PROTÉGÉ CONTRE L'EXPLOITATION**

Les personnes





L'Etat doit sensibiliser la population aux droits des personnes vivant avec des troubles de la santé mentale afin de **lutter contre les préjugés** dont ils font l'objet

Touching Minds, Raising Dignity  
2021

vivant avec des troubles mentaux ont le **droit de travailler et d'avoir le même salaire que les autres citoyens**

### **DROIT À LA JUSTICE ET À LA PROTECTION**

Les personnes vivant avec des troubles mentaux ont des droits qu'**on ne peut pas leur enlever** : elles peuvent recevoir un soutien pour les appliquer et doivent **être protégées des abus**

### **DROIT DE VIVRE EN AUTONOMIE ET D'ÊTRE INCLUS DANS LA SOCIÉTÉ**

Les personnes vivant avec des troubles mentaux **sont libres de prendre leurs propres décisions** et ne doivent pas être forcées de vivre quelque part

### **DROIT À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION**

L'Etat doit s'assurer que les enfants et adultes vivant avec des troubles mentaux aient **accès à l'éducation, de l'école à la formation professionnelle**

### **DROIT À LA SANTÉ**

L'Etat doit s'assurer que les personnes vivant avec des troubles mentaux **aient accès aux services de santé et à des soins de qualité** - en ville et au village



humanité  
& inclusion

**Et bien d'autres ... car nous sommes tous égaux face aux droits !**



AFD  
AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT





#### Remerciements et crédits

Ce set de jeux de sensibilisation a été réalisé dans le cadre de la capitalisation du programme **Touching Minds, Raising Dignity** impulsé par **Handicap International – Humanité & Inclusion** et financé par l'**Agence Française de Développement**  
Créatrice du jeu : **Karini LEFORT – Civil society support and Advocacy Officer**  
Imprimerie : **Afrique Edition**  
Graphiste : **Damien A. AMEVOR**

**LIBAN - MADAGASCAR - SIERRA LEONE - TOGO**

